



Malgré un bilan «positif» des mesures contre la précarité, «il reste énormément à faire», selon Alain Berset

Contre la pauvreté, rien n'est gagné

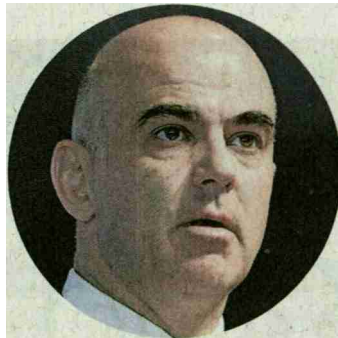
« BENJAMIN KELLER
ET LIONEL FOURNIER

Prévention » Les partenaires du Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté, qui prend fin en 2018, tirent un bilan «positif». Mais rien n'est gagné, ont-ils admis hier à Berne lors d'une conférence finale.

«Il reste énormément à faire, a déclaré Alain Berset. La pauvreté n'est pas vaincue», a ajouté le président de la Confédération, qui la juge «inacceptable» dans un pays aussi riche que la Suisse. Il a toutefois estimé que le programme lancé en 2014 et qui a impliqué la Confédération, les cantons, les villes, les communes et la société civile avait permis de progresser dans la bonne direction.

Objectifs atteints en partie
«Ces cinq années nous ont permis de renforcer les réseaux et les collaborations», a résumé Alain Berset. Mais les objectifs n'ont été que partiellement atteints, a admis le chef du Département fédéral de l'intérieur. A titre d'exemple, il a rappelé que la plateforme d'informations en ligne pour les personnes touchées par la pauvreté ainsi que le monitoring de la pauvreté à l'échelle nationale, prévus au départ, n'avaient finalement pas vu le jour.

«En cinq ans,



nous avons renforcé les réseaux»

Alain Berset

Alain Berset a insisté sur l'importance des assurances sociales. «Sans les prestations sociales, il y aurait aujourd'hui quatre à cinq fois plus de personnes touchées (par la pauvreté) en Suisse.» A ce sujet, le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard (ps), qui s'est exprimé après Alain Berset, a d'ailleurs déploré que le minimum vital ait été récemment «remis en cause» dans certains cantons.

Pas de nouvelles mesures

De manière générale, Pierre Yves-Maillard a regretté que le programme n'ait pas permis le développement de nouvelles mesures de politique sociale. «Les mesures actuelles ne sont pas suffisantes», a-t-il lancé. Il a souligné qu'à l'heure actuelle,

un salaire d'ouvrier n'est plus suffisant pour faire vivre une famille et que les charges fixes (assurances, loyers...) grimpent plus vite que les revenus.

Jusqu'en 2024

Pour Jürg Brechbühl, directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, le programme a permis de mieux comprendre la pauvreté. La verte bernoise Franziska Teuscher, membre du comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale, s'est réjouie du fait qu'il avait permis d'inscrire cette question à l'ordre du jour politique.

Au vu du taux de pauvreté actuel de 7,5% et des changements structurels qui affectent l'économie, la Confédération, les cantons, les villes et les communes ont décidé de poursuivre leurs efforts jusqu'en 2024, indiquent-ils dans une déclaration commune. Le nouveau programme, rebaptisé Plateforme nationale contre la pauvreté, sera doté de moyens inférieurs.

Le budget a été ramené à 2,5 millions sur cinq ans, contre 9 millions pour la période 2014-2018. Le rôle de la Confédération sera désormais d'accompagner la mise en œuvre par les cantons et les communes des recommandations qui ont été formulées. » ATS